

ACCORD-CADRE

« PRESTATION DE DEMENAGEMENT ADMINISTRATIF »

POUR LE COMPTE DES SERVICES DE L'ETAT ET OPERATEURS PUBLICS EN
REGION OCCITANIE

REFERENCE : 2024PFRAOCC012

ANNEXE 1

Liste des services déconcentrés de l'Etat et Opérateurs Publics adhérents

Les services de l'Etat et opérateur publics nommés ci-dessous sont d'ores-et-déjà intégrés à l'accord-cadre.

Dénomination	Ministère
Préfectures et SGCD en Région Occitanie	Ministère de l'intérieur
SGAMI SUD (Services de Police et Gendarmerie en Occitanie)	Ministère de l'intérieur
Direction Départementale de l'emploi, du travail, des solidarités et de la protection des populations (DDETSPP) en Région Occitanie	Ministère de l'intérieur
Directions Régionales, de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL) en Région Occitanie	Ministère de la Transition écologique et solidaire
Direction régionale de l'Alimentation, de l'Agriculture et de la Forêt (DRAAF)	Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation
Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) en Région Occitanie	Ministère de la Culture
Direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités (DREETS) en Région Occitanie	Ministère du Travail
Directions régionales et départementales des finances publiques (DDFIP) en Région Occitanie	Ministère de l'Economie et des finances
Services des Douanes en Région Occitanie	Ministère de l'Action et des Comptes publics

Direction interrégionale des services pénitentiaires (DIRSP) en Région Occitanie	Ministère de la Justice
Tribunaux administratifs et Cour Administrative d'Appel	Ministère de la Justice
Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale (DSDEN) en Région Occitanie	Ministère de l'Éducation nationale
Rectorat de l'Académie de Montpellier et de Toulouse	Ministère de l'Éducation nationale
Ecole Nationale des Finances Publiques (ENFIP)Toulouse	Ministère de l'Economie et des finances
Agence Régionale de Santé (ARS) en région Occitanie	Ministère des Solidarités et de la Santé
Centre Régional des Ouvres Universitaires et Scolaires (CROUS) en région Occitanie	Ministère de l'Éducation nationale
Voies Navigables de France (VNF) en région Occitanie	Ministère de la Transition écologique et solidaire
Centre d'études et d'expertise sur les risques, l'environnement, la mobilité et l'aménagement (CEREMA) en région Occitanie	Ministère de la Transition écologique et solidaire
Ecole Nationale supérieure d'Architecture de Toulouse (ENSAT)	Ministère de la Culture
Centre National du Microfilm et de la Numérisation (CNMN) en région Occitanie	Ministère de la Culture
Institut National de la Santé et de la Recherche médical (INSERM)	Ministère de la Santé
Service Commun des Laboratoires de Montpellier (SCL)	Ministère de l'Economie et des finances
Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE) en région Occitanie	Ministère de l'Economie et des finances

Conformément aux dispositions du Décret n°2016-247 du 3 mars 2016 créant la Direction des Achats de l'État et relatif à la gouvernance des achats de l'État, le présent accord-cadre portée par le Préfet de région Occitanie est ouverte à l'ensemble des services déconcentrés de l'État sur son territoire.

Par conséquent d'autres services déconcentrés de l'État non référencés ci-dessus pourront intégrer l'accord-cadre de cours de procédure. Pour ces services, un certificat administratif sera conclu et notifié par la PFRA Occitanie, dès lors ce dernier ne bouleverse pas l'économie générale du marché. A titre indicatif et non exhaustif, les services de l'État et leurs unités départementale pouvant intégrer le présent accord-cadre :

- AGILE
- Les directions régionales en Occitanie et leurs unités territoriales;
- Les directions inter-régionales ou inter-départementales ayant leur siège en Occitanie;
- Les directions départementales interministérielles des 13 départements de la région;
- Les préfetures, sous-préfetures et l'ensemble des services du ministère de l'Intérieur, y compris les services de Police et de Gendarmerie;
- Les services des juridictions administratives;
- Les services des juridictions judiciaires;
- Les services de l'administration pénitentiaire;
- Les services des Finances Publiques;
- Les services de l'administration des Douanes;
- Les services administratifs relevant de l'Éducation Nationale;

- Le service du numérique du Ministère de la transition écologique, de la cohésion des territoires et des relations avec les territoires collectifs, de la mer.

D'autres opérateurs publics, signataire d'une convention nationale et membre du groupement de commande permanent nationale, pourront adhérer l'accord-cadre en cours d'exécution. Cette intégration se fera par voie d'un certificat administratif qui sera conclu et notifié par la PFRA Occitanie, dès lors que celle-ci ne bouleverse pas l'économie générale du marché.

La liste non exhaustive des opérateurs publics :

- Le CEREMA
- Le Centre de Ressources, d'Expertise et de Performance Sportive (CREPS)
- L'Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (INSERM)
- CNRS Centre National de la Recherche Scientifique
- DOUANE La Masse des Douanes
- EFS Établissement Français du Sang
- École Nationale Supérieure des Sciences Agronomiques de Toulouse
- ISAE SUPAERO
- IRD
- INPI
- INRAE Institut National de Recherche pour l'Agriculture l'Alimentation et l'Environnement
- METEO Météo-France Direction interrégionale
- ONF Office National des Forêts
- France Travail
- Universités de Toulouse I, II, III
- UFTMIP
- VNF Voies Navigables de France
- IGESA